

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : Le moment de faire bouger les choses est-il arrivé?**

Comme le G-5 n'a pas réussi à formuler une proposition claire pour la voie à suivre, plusieurs idées ont été lancées pour faire avancer les choses. L'une d'elles émanait de Dar Es Salaam (Tanzanie), où le Forum économique mondial sur l'Afrique tenait sa conférence; les membres africains y ont réclamé une « récolte hâtive » du Cycle de Doha, sous forme d'accès en franchise de droits et sans contingent. Une autre idée préconise d'élargir le G-5 nouvellement constitué et d'y inclure d'autres acteurs clés afin d'entreprendre un remue-ménages sur les prochaines étapes. Mais quelle que soit la solution qui est proposée, il est peu probable que les membres commencent à négocier sérieusement avant le congé d'été de l'organisation.

### **Réunion ouverte informelle des négociations sur l'agriculture**

Le groupe des négociations sur l'agriculture s'est réuni le 3 mai – il s'agissait de sa première rencontre depuis « le bilan » de mars – afin d'examiner comment les négociations sur l'agriculture devraient se poursuivre.

Le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a déclaré aux négociateurs qu'il adapterait les plans qu'il avait conçus pour les débats sur les modalités plus tard au cours du mois, afin de tenir compte des suggestions émanant d'un certain nombre de délégations, notamment l'UE, l'Inde et le Brésil. Le président avait déjà annoncé qu'au cours de la semaine du 17 mai, il continuerait de tenir des consultations ouvertes plus modestes pour les membres afin d'examiner les modèles, les données et les questions « entre crochets et autrement annotées » figurant dans le texte sur le projet de modalités de décembre 2008.

Cependant, lors de la réunion du 3 mai, plusieurs délégations ont demandé qu'un certain nombre de sujets soient ajoutés pour examen à la liste des quelque dix questions que M. Walker avait précédemment énumérées lors de la réunion consacrée au bilan de mars. L'Inde, par exemple, était l'un des pays qui faisait valoir que les pourparlers actuels devraient comprendre des questions supplémentaires et que les ambiguïtés devraient être résolues pour certaines questions, ainsi que d'autres exigeant une interprétation politique dans le projet actuel. L'Argentine a également demandé que l'on travaille à rendre le projet moins ambigu et plus précis.

S'agissant des données et des modèles, l'Australie, prenant la parole au nom du Groupe de Cairns, a exhorté les membres à continuer de travailler sur ceux-ci lors des réunions plénières, afin que tous puissent y participer et que tous les modèles et tableaux proposés soient traités comme « de simples projets » dont « la forme finale ne pourra être fixée que lorsque l'on sera convenu des modalités définitives ». L'Australie a proposé qu'à chaque étape on commence par faire un tour d'horizon avant d'entrer dans les détails pour permettre aux membres de savoir vers quoi le travail se dirige. On a également proposé que les délégations aient plus de temps entre les réunions pour examiner ce qui a été discuté, se consulter entre elles et se préparer à la prochaine réunion.

À la fin, M. Walker a incessamment demandé aux délégations de faire circuler leurs idées sur une « carte routière » avant la réunion de la semaine du 17 mai.

### **Conseil général**

Lors de la réunion du 4 mai du Conseil général, c'était au tour du directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, d'appeler les membres à « faire fond sur ce qui est déjà sur la table sous la forme des textes des Présidents et de garder le développement au centre des résultats du Cycle ». Le texte sur le projet de modalités a été pris sous le feu nourri de diverses délégations, plus particulièrement les États-Unis, qui avaient demandé un accès aux marchés supplémentaire des pays en développement émergents afin de rééquilibrer l'ambition de Doha. Du côté opposé, d'aucuns ont mis en garde contre la réouverture du projet de modalités, car cela pourrait se retourner contre eux et se solder par un déluge de nouvelles demandes de divers membres.

M. Lamy, dont l'objectif consiste à continuer de réduire les différences existantes, il a proposé que les membres se concentrent sur ce qu'il est convenu d'appeler « l'approche cocktail », qui comporte des consultations dirigées par le président pendant la semaine du 17 mai, afin de « stimuler la discussion entre les Membres en respectant le rythme des travaux et le degré de maturité des différentes questions ».



## Du 5 au 19

M. Lamy a demandé aux membres clés d'intensifier leurs consultations en petits groupes et de s'attaquer aux particularités, pour qu'une sorte de mécanisme « donnant-donnant » puisse s'enclencher. La remarque faisait suite à la conférence du G-5 (États-Unis, UE, Inde, Brésil et Chine) qui s'est déroulée à Paris les 27 et 28 avril et qui s'est terminée sans qu'il en émane une vision claire sur la voie à suivre, si ce n'est que le groupe sera élargi à 19 délégations comprenant plusieurs membres des pays développés et en développement qui jouent un rôle important pour régler les questions restantes en souffrance; des pays comme le Japon et le Canada pour les produits sensibles, le Burkina Faso pour le coton, l'Indonésie pour les MSS. Le groupe devrait se réunir pendant la semaine du 17 mai pour tenir une séance de remue-méninges sur la voie à suivre lors des pourparlers.

M. Lamy est tout à fait conscient qu'il est peu probable qu'une percée se produise du jour au lendemain, mais il est disposé à fournir au groupe « un laps de temps et une marge de manœuvre suffisants » pour parvenir à un consensus. « Bien entendu, en temps voulu, nous comptons tous en apprendre davantage sur ces initiatives dans un souci de transparence et d'inclusion », a déclaré M. Lamy à l'ensemble des membres lors du Conseil général. Cependant, les fonctionnaires ont déjà exprimé des doutes sur la possibilité que le groupe parvienne à trouver un consensus, en premier lieu en raison de sa taille, mais principalement en raison du nombre plutôt important de sujets qu'il pourra devoir traiter. Ceci étant dit, le groupe est censé se concentrer uniquement sur le processus et non sur le fond lors de ses réunions de la semaine du 17 mai.

## Prochains événements

- Consultations sur l'agriculture (modèles), les 17, 18 et 21 mai 2010
- Forum de l'OCDE de 2010, 26-27 mai 2010, Paris
- Conférence des ministres du commerce de l'APEC, 5-6 juin 2010, Sapporo
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8-9 juin 2010, Paris
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010, Toronto
- Conseil général, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Forum public de l'OMC, 15-17 septembre 2010
- Sommet du G-20, 11-12 décembre 2010, Séoul
- Forum mondial de l'OCDE sur l'Agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris

*Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site [www.fermesetaliments.ca](http://www.fermesetaliments.ca)

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1496-9254



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs laitiers  
du Canada



Chicken Farmers  
of Canada  
Les Producteurs de  
poulet du Canada

EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVEURS DE DINDON  
DU CANADA

Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada